

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 1997

Déficit de 1,8 milliard de dollars en mars 1997

Le déficit pour mars 1997 était de 1,8 milliard de dollars, en hausse de 0,6 milliard de dollars par rapport à mars 1996. Cette hausse d'une année sur l'autre est largement attribuable à l'augmentation de 0,7 milliard de dollars des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers – ce qui a réduit les recettes nettes d'impôt des particuliers, à la baisse de 0,3 milliard de dollars des rentrées d'impôt des sociétés, et à l'inclusion des crédits de 0,8 milliard de dollars accordés à la Fondation canadienne pour l'innovation, dont la création a été annoncée dans le budget de février 1997. Par contre, l'impact de ces facteurs sur le déficit a été compensé en bonne partie par des rentrées exceptionnellement élevées de la taxe sur les produits et services (TPS), en hausse de 0,8 milliard de dollars, reflétant principalement le fait que, l'an dernier, une portion appréciable des recettes de TPS perçues en mars avaient été déclarées en fin d'exercice.

Déficit pour 1996-97

Cumul annuel

Pour la période d'avril 1996 à mars 1997, le déficit s'est élevé à 9,6 milliards de dollars, en baisse de 14,8 milliards de dollars par rapport au chiffre de la période correspondante de 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 8,9 milliards de dollars (6,9 p. 100) d'une année sur l'autre. Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs spéciaux, comme la hausse des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu des particuliers, le versement plus rapide des cotisations d'assurance-emploi, la vente du système de navigation aérienne et le calendrier de perception des recettes de TPS.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 4,0 milliards de dollars (3,8 p. 100), traduisant avant tout l'impact des compressions mises en place dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars (4,1 p. 100) sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt, et surtout des taux à court terme.

Publication à l'automne des résultats définitifs

Les résultats financiers d'avril 1996 à mars 1997 ne constituent pas les résultats définitifs de l'exercice 1996-97, les redressements comptables habituels de fin d'exercice n'ayant pas encore été pris en compte.

- Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces redressements comprennent la majoration des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des engagements pris au cours de l'exercice pour lesquels aucun paiement n'a été effectué en 1996-97. Des redressements sont également apportés aux recettes budgétaires, principalement pour refléter les fonds en transit en fin d'exercice.
- L'incidence sur le déficit de ces redressements a varié entre 4 et 6½ milliards de dollars au cours des trois derniers exercices.
- Selon les résultats cumulatifs à la fin de mars 1997, le déficit pour l'ensemble de l'année ne dépassera pas 16 milliards de dollars.

Les résultats vérifiés définitifs seront publiés dans le *Rapport financier annuel*, qui doit paraître à l'automne de 1997.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 507	12 422	128 432	137 312
Dépenses de programmes	-9 696	-10 434	-106 239	-102 198
Excédent de fonctionnement	2 811	1 988	22 193	35 114
Frais de la dette publique	-3 991	-3 798	-46 654	-44 750
Déficit/Excédent	-1 180	-1 810	-24 461	-9 636
Opérations non budgétaires	-586	1 967	7 532	10 768
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132
Opérations de change	-3 182	-2 058	-4 738	-7 524
Total des besoins financiers	-4 948	-1 901	-21 667	-6 392
Opérations de la dette non échue	8 168	6 377	28 533	7 192

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source nette de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.

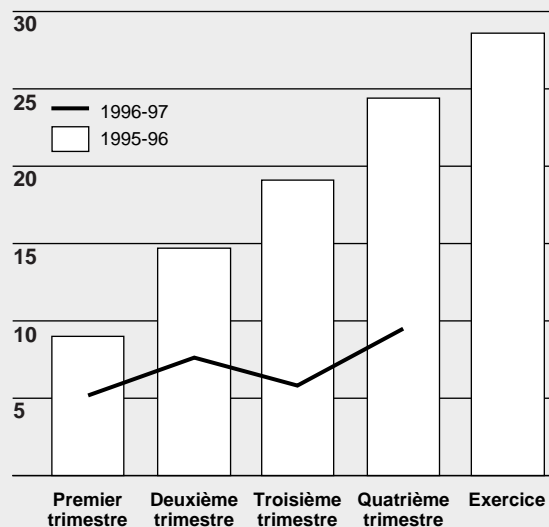
Hausse de 8,9 milliards de dollars des recettes budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril 1996 et mars 1997 ont augmenté de 8,9 milliards de dollars (6,9 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est toutefois attribuable à des facteurs ponctuels, avec ce résultat que la progression sous-jacente des recettes d'une année sur l'autre est d'environ 3 p. 100. Ce résultat est compatible avec l'accroissement de 2,8 p. 100 du revenu nominal observé en 1996.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,8 milliards de dollars (4,6 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est attribuable aux impôts versés lors de la production des déclarations de revenus et aux acomptes provisionnels trimestriels. Les impôts versés lors de la production des déclarations en 1996-97 se rapportent aux changements survenus au cours de l'année d'imposition 1995. La hausse marquée des acomptes provisionnels trimestriels est en bonne partie imputable à l'accroissement du nombre de contribuables tenus de verser ces acomptes sur leur revenu non assujéti à la retenue d'impôt. Au cours des années précédentes, ces montants d'impôt étaient versés lors de la production des déclarations. Ainsi, la hausse des acomptes provisionnels reflète une accélération ponctuelle de rentrées fiscales perçues en 1996-97 plutôt qu'en 1997-98. L'impact de ces facteurs a été partiellement compensé par les remboursements plus élevés traités en mars 1997 relativement à l'année d'imposition 1996, en raison d'une hausse de la moyenne des remboursements et non du nombre de déclarations traitées. En revanche,

Le déficit fédéral de 1995-96 et de 1996-97

Cumul annuel
en milliards de dollars



les déductions du revenu d'emploi n'ont augmenté que d'environ 2 p. 100, ce qui est compatible avec la hausse des traitements et des salaires constatée en 1996.

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 1 milliard de dollars (6,3 p. 100). Près de 25 p. 100 des recettes nettes sont perçues en mars, conformément à la réglementation des remises des grandes sociétés.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Mars		Avril à mars		Variation en pourcentage
	1996	1997	1995-96	1996-97	
	(millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	3 650	2 948	60 423	63 175	4.6
Impôt des sociétés	3 459	3 131	15 148	16 102	6.3
Autres	150	175	1 928	2 120	0.7
Total de l'impôt sur le revenu	7 259	6 254	77 499	81 726	5.5
Cotisations d'assurance-emploi	1 466	1 866	18 480	19 800	7.1
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 014	1 765	15 211	16 658	9.5
Droits de douane à l'importation	276	204	2 805	2 503	-10.8
Autres taxes et droits d'accise	702	595	7 095	8 028	13.2
Total des taxes et des droits d'accise	1 992	2 564	25 111	27 189	8.3
Total des recettes fiscales	10 717	10 684	121 090	128 715	6.3
Recettes non fiscales	1 790	1 738	7 342	8 597	17.1
Total des recettes budgétaires	12 507	12 422	128 432	137 312	6.9

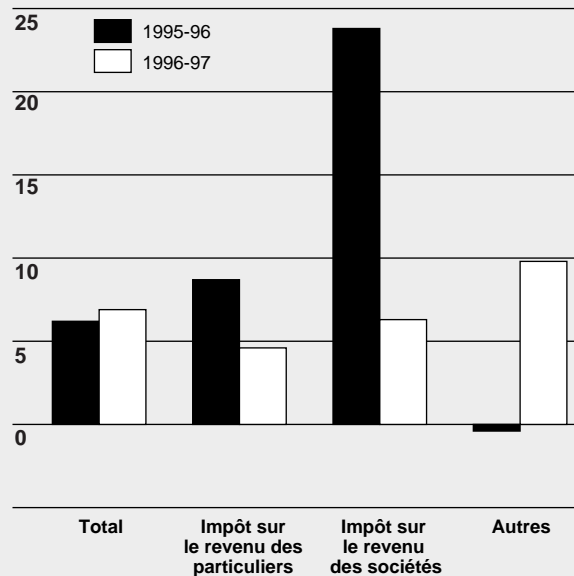
Même si les rentrées de mars 1997 n'ont été que légèrement inférieures à celles déclarées en mars 1996, le niveau élevé des acomptes provisionnels mensuels en 1996-97 a fait grimper les rentrées nettes pour l'ensemble de l'exercice. La croissance des rentrées nettes à ce jour a largement dépassé la hausse déclarée des obligations fiscales des sociétés, qui, pour 1996, ont été à peu près identiques à celles de 1995.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (7,1 p. 100). Toutefois, cette hausse résulte surtout des modifications de l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables le 1^{er} janvier 1997, d'où une progression ponctuelle des recettes d'environ 1 milliard de dollars au dernier trimestre de 1996-97. Ce changement est sans effet sur les montants versés par les employeurs et les employés pour l'ensemble de l'année civile. Les employés dont les gains ne dépassent pas le maximum des gains annuels assurables ne sont pas touchés, alors que ceux qui gagnent davantage acquitteront une plus grande partie de leurs cotisations plus tôt au cours de l'année civile.
- Les recettes nettes au titre de la TPS ont grimpé de 1,4 milliard de dollars (9,5 p. 100). Plus de la moitié de cette hausse est survenue en mars 1997, surtout en raison du calendrier de perception des recettes brutes. Les déclarations de TPS doivent être produites le dernier jour du mois ou le premier jour ouvrable postérieur à un jour férié. En mars 1996, la date de déclaration tombait un dimanche, avec ce résultat qu'une large part des rentrées pour ce mois ont été

Recettes budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à mars

variation en pourcentage



reçues au début d'avril 1996 et intégrées aux redressements comptables de la fin de l'exercice 1995-96. Même si, cette année, la date de déclaration coïncidait avec le lundi de Pâques, la plupart des institutions financières étaient ouvertes, de sorte que

La revue financière

les rentrées ont été perçues ce jour-là. C'est ainsi que les rentrées nettes ont fait un bond de 74 p. 100 en mars 1997 par rapport à mars 1996. Compte tenu des redressements comptables de fin d'exercice, la progression annuelle des recettes au titre de la TPS devrait correspondre davantage à la hausse d'environ 3 p. 100 de la demande intérieure.

- L'accroissement des taxes et des droits d'accise (de 0,9 milliard de dollars ou 13,2 p. 100) résulte principalement du reclassement de la taxe sur le transport aérien. Avant avril 1996, les recettes au titre de cette taxe étaient appliquées en réduction des frais d'exploitation des aéroports et des dépenses de programmes. Avec la vente du système de navigation aérienne, ces recettes font maintenant partie des taxes de vente et d'accise. Puisque ce changement se répercute à la fois sur les recettes et sur les dépenses de programme, il est sans effet sur le déficit.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (17,1 p. 100). Cette hausse est toutefois plus qu'entièrement attribuable au produit net de la vente du système de navigation aérienne.

Baisse des dépenses budgétaires de 5,9 milliards de dollars

D'avril 1996 à mars 1997, le total des dépenses budgétaires, qui englobe les frais de la dette publique et les dépenses de programmes, a diminué de 5,9 milliards de dollars (3,9 p. 100) en raison d'une baisse des frais de la dette publique et des dépenses de programmes.

Baisse des frais de la dette publique de 1,9 milliard de dollars

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars (4,1 p. 100) en raison d'une baisse des taux d'intérêt, surtout des taux à court terme. Les compressions opérées par les gouvernements fédéral et provinciaux et le maintien de l'inflation à un faible niveau ont favorisé la baisse des taux d'intérêt.

Baisse des dépenses de programmes de 4,0 milliards de dollars

D'avril 1996 à mars 1997, les dépenses de programmes ont baissé de 4,0 milliards de dollars (3,8 p. 100) par rapport à la même période l'an dernier. Cette diminution reflète surtout l'impact des mesures annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995 pour réduire et restructurer les dépenses fédérales, ce qui a touché toutes les principales composantes des dépenses de programmes.

- Les principaux transferts aux particuliers (prestations aux personnes âgées et prestations d'assurance-emploi) ont diminué de 0,5 milliard de dollars (1,5 p. 100). Ce recul est entièrement imputable à une diminution des prestations d'assurance-emploi, principalement sous l'effet des réformes. Les prestations aux personnes âgées ont grimpé de 2,7 p. 100 en raison de l'accroissement du nombre de prestataires et de la

moyenne des prestations, qui sont entièrement indexées en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation.

- Dans le budget de février 1995, le gouvernement a annoncé que, le 1^{er} avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) remplacerait le Régime d'assistance publique du Canada et le Financement des programmes établis. Pour donner le temps aux provinces de se préparer à ce changement, le total des droits – la mesure la plus appropriée de l'aide fédérale – est demeuré essentiellement inchangé en 1995-96. Par conséquent, le total des droits en vertu du TCSPS, de la péréquation et des autres transferts aux provinces et aux territoires a augmenté de 1,3 p. 100 en 1995-96. En 1996-97, le total des droits a été amputé de 7,7 p. 100. Il importe de noter que les transferts sont versés aux provinces sous deux formes : des points d'impôt et des transferts en espèces. Les points d'impôt représentent la valeur de l'espace fiscal que le gouvernement fédéral a cédé aux provinces en réduisant ses taux d'imposition pour que les provinces puissent hausser leurs taux dans une mesure correspondante, ce qui a eu un impact nul sur les contribuables. La valeur du transfert de points d'impôt a continué d'augmenter au rythme relativement rapide de 5,1 p. 100 en 1996-97, reflétant la croissance des assiettes en cause. Par conséquent, à la fin de mars 1997, le transfert en espèces, qui représente l'écart entre le total des droits et la valeur croissante du transfert de points d'impôt avait chuté de 16,7 p. 100. Cette baisse surestime celle prévue pour l'ensemble de l'exercice. En 1995-96, les paiements en

Dépenses budgétaires 1995-96 et 1996-97

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à mars

variation en pourcentage

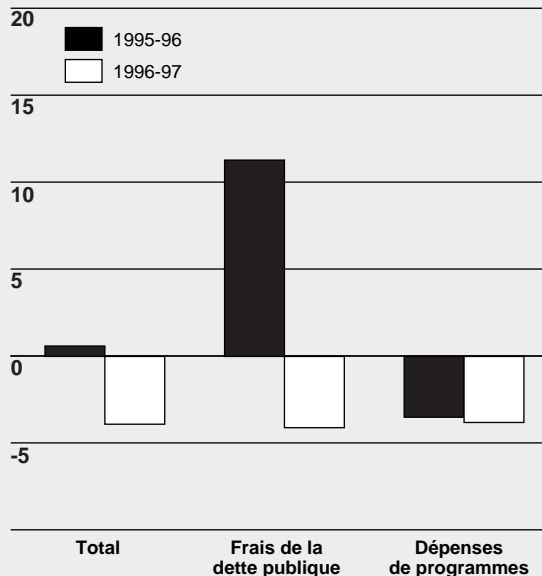


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Mars		Avril à mars		Variation en pourcentage
	1996	1997	1995-96	1996-97	
(millions de dollars)					(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 781	1 841	21 023	21 594	2.7
Prestations d'assurance-emploi	1 403	1 176	13 441	12 352	-8.1
Total	3 184	3 017	34 464	33 946	-1.5
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 169	1 051	18 713	14 911	-20.3
Transferts fiscaux	1 000	661	10 164	9 533	-6.2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-163	-167	-1 956	-2 012	2.8
Total	2 006	1 545	26 921	22 432	-16.7
Subventions et autres transferts					
Subventions à l'agriculture	125	90	670	904	34.9
Programmes des Indiens et des Inuit	188	162	3 314	3 369	1.7
Développement régional	92	126	611	552	-9.7
Sciences et technologie	173	143	1 286	1 106	-14.0
Aide internationale	275	316	1 781	1 755	-1.5
Pensions et allocations des anciens combattants	115	113	1 385	1 363	-1.6
Autres	502	2 074	5 200	6 615	27.2
Total	1 469	3 025	14 246	15 673	10.0
Total des transferts	6 659	7 587	75 632	72 053	-4.7
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	73	100	1 171	997	-14.8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	193	197	1 981	1 898	-4.2
Autres	167	108	1 448	1 220	-15.8
Total	433	405	4 600	4 115	-10.5
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	871	687	9 362	8 712	-6.9
Toutes autres dépenses ministérielles	1 733	1 755	16 645	17 318	4.0
Total	2 604	2 442	26 007	26 030	0.1
Total des dépenses de programmes	9 696	10 434	106 239	102 198	-3.8
Frais de la dette publique	3 991	3 798	46 654	44 750	-4.1
Total des dépenses budgétaires	13 687	14 232	152 893	146 948	-3.9

vertu du Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ont été appliqués en réduction de cette composante dans le cadre des rajustements comptables de fin d'exercice. Pour le présent exercice, ces paiements ont été reçus en mars, d'où la surestimation de la diminution d'une année sur l'autre. Pour l'ensemble de l'exercice, les transferts en espèces devraient chuter de 14½ p. 100.

- Abstraction faite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, les autres dépenses, c.-à-d. les dépenses de programmes directes, ont augmenté de 1 milliard de dollars (2,2 p. 100). De cette somme, 0,7 milliard de dollars ont trait au reclassement de la taxe sur le transport aérien parmi les recettes budgétaires. Si l'on transpose les résultats des deux exercices sur une base comparable, le taux

La revue financière

Tableau 4

Déficit, source de fonds et besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Déficit	-1 180	-1 810	-24 461	-9 636
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-189	-4	3 367	874
Autres	-64	-54	-321	-465
Total	-253	-54	3 046	409
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	435	467	254	117
Comptes de pension de retraite	2 545	2 570	8 380	8 751
Autres	210	87	506	528
Total	3 190	3 124	9 140	9 396
Autres opérations	-3 523	-1 099	-4 654	963
Total des opérations non budgétaires	-586	1 967	7 532	10 768
Source de fonds/besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132

Tableau 5

Source de fonds, besoins financiers, opérations de change et opérations de la dette non échue

	Mars		Avril à mars	
	1996	1997	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-1 766	157	-16 929	1 132
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	-3 182	-2 058	-4 738	-7 524
Total des besoins financiers/source	-4 948	-1 901	-21 667	-6 392
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	366	-1 989	28 574	32 414
Obligations d'épargne du Canada	-279	-259	31	2 076
Bons du Trésor	5 700	7 000	1 650	-30 700
Autres	2 249	1 431	-1 761	3 250
Total partiel	8 036	6 183	28 494	7 040
<i>Moins :</i>				
Dette non échue détenue par l'État	132	194	39	152
Total des opérations de la dette non échue payables en dollars canadiens	8 168	6 377	28 533	7 192
Variation de l'encaisse	3 220	4 476	6 866	800

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mars

	1996	1997
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	8 468	9 254
En devises	290	89
Total de l'encaisse	8 758	9 343
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	252 613	282 436
Obligations d'épargne du Canada	31 417	33 503
Bons du Trésor	166 100	135 400
Autres	3 478	3 467
Total partiel	453 608	454 806
<i>Moins :</i>		
Dette non échue détenue par le gouvernement	955	883
Total	452 653	453 923
Payable en devises		
Obligations négociables	9 501	12 257
Effets et prêts	310	2 121
Bons du Canada	6 985	8 436
Total partiel	16 796	22 814
<i>Moins :</i>		
Dette non échue détenue par le gouvernement	0	0
Total de la dette non échue	469 449	476 737

d'augmentation sous-jacent est réduit à 0,6 p. 100. Cette composante englobe les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et en capital des ministères, y compris la défense. Alors que la réduction des droits des autres administrations a pris effet en 1996-97, cette composante des dépenses de programmes a chuté de 10 p. 100 en 1995-96, reflétant les importantes compressions annoncées dans les budgets de 1994 et de 1995. Dans le budget de février 1997, on a supposé que cette composante augmentera de 1,4 p. 100.

- À l'intérieur des dépenses de programmes, les subventions et les autres transferts ont grimpé de 1,4 milliard de dollars. La majeure partie de cette hausse est attribuable à l'engagement, pris dans le budget de février 1997, d'investir 0,8 milliard de dollars dans la Fondation canadienne pour l'innovation. Le projet de loi créant la Fondation a été déposé en mars et il a été sanctionné. La hausse des transferts consacrés à l'agriculture reflète principalement la hausse des contributions équivalentes au Compte de stabilisation du revenu net. Les paiements aux sociétés d'État ont diminué de 0,5 milliard de dollars et les dépenses de défense, de 0,7 milliard de dollars. Le total des autres

dépenses ministérielles a augmenté de 0,7 milliard de dollars, mais uniquement en raison du reclassement de la taxe sur le transport aérien.

Source de fonds : excédent de 1,1 milliard de dollars en 1996-97

La source de fonds ou les besoins financiers mesurent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Pour l'ensemble de l'exercice, ils sont inférieurs au déficit puisqu'ils tiennent également compte des opérations non budgétaires. Ces dernières comprennent les prêts, les placements et les avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif. Contrairement au déficit, les redressements comptables de fin d'exercice n'influent guère sur les sources de fonds et les besoins financiers.

Les opérations non budgétaires d'avril 1996 à mars 1997 se sont soldées par une source nette de fonds de 10,8 milliards de dollars comparativement à une source nette de fonds de 7,5 milliards de dollars pour la même période en 1995-96. Des recettes extraordinaires ont un impact sur les résultats à ce jour. Le versement des acomptes ultimes relativement à la vente des Chemins de

La revue financière

fer nationaux du Canada et des actions de Petro-Canada en 1995 ont généré des recettes d'environ 2 milliards de dollars en 1996-97. En vertu des principes comptables du gouvernement, l'impact de ces ventes sur le déficit a été comptabilisé lorsqu'elles ont été réalisées, soit en 1995-96. Ces acomptes ultimes n'ont donc eu aucune incidence sur le déficit pour 1996-97, mais ils ont fourni des liquidités additionnelles pour cet exercice.

Le déficit de 9,6 milliards de dollars et la source nette de fonds de 10,8 milliards de dollars provenant des opérations non budgétaires ont donc généré un excédent des sources nettes de fonds, opérations de change exclues, de 1,1 milliard de dollars, comparativement à un besoin net de 16,9 milliards de dollars en 1995-96. Il s'agit du premier excédent d'une source nette de fonds enregistrée depuis 1969-70. Toutefois, comme nous l'avons vu, certains facteurs ponctuels spéciaux ont eu une incidence favorable sur le déficit et sur les opérations non budgétaires en 1996-97.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien. En 1996-97, les opérations de change se sont traduites par des besoins nets de 7,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 4,7 milliards de dollars en 1995-96.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, compte tenu des opérations de change, s'est chiffré à 6,4 milliards de dollars en 1996-97, contre 21,7 milliards de dollars en 1995-96.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. En 1996-97, les nouveaux emprunts nets du gouvernement auprès du secteur privé (les opérations de la dette non échue) ont totalisé 7,2 milliards de dollars, contre 28,5 milliards de dollars en 1995-96. L'encaisse a légèrement augmenté (de 0,8 milliard de dollars) pour atteindre 9,3 milliards au 31 mars 1997.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette (CSRD) a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, déduction faite des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, en vertu de la loi, versés directement au CSRD. Le solde du CSRD ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette (CSRD)

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96
	(millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048
Moins :					
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835

Les données jusqu'à 1995-96 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

Remarque : Dans le présent bulletin, les chiffres sont arrondis, et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.

Également diffusé sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Mai 1997

